

Les politiques et l'école

Olivier Solioz, président de la SPVal



Le Plan d'études romand (PER) prévoit dans la Formation générale (FG) de travailler sur le «Vivre ensemble et exercice de la démocratie». Les détails sont accessibles à cette adresse: www.plandetudes.ch/web/guest/vivre-ensemble-et-exercice-de-la-democratie.

Les élèves y sont sensibilisés et peuvent mettre en pratiques certains principes de la démocratie, par exemple dans les conseils de classe. Les promesses des élèves candidats sont réfléchies et tenues pour ne pas décevoir les camarades. Est-ce la même chose pour les «vrais» politiciens? Les différentes élections communales de cet automne et cantonales du printemps prochain seront donc l'occasion d'analyser les propositions des politiciens valaisans en lien avec l'école.

Les différents candidats vous ont présenté des intentions sur les papillons partisans. Certains enseignants y ont trouvé un message manuscrit soulignant leur engagement pour une formation de qualité. L'autonomie scolaire communale comprend une marge de manœuvre organisationnelle et structurelle. Certaines directions doivent jongler avec des impératifs (coûts) de transports scolaires, des décisions de l'exécutif sur les matinées d'école pour mettre en place les horaires des classes.

Est-ce bien le bon angle de réflexion pour certaines décisions?

Au niveau du parlement, certains députés sont très soucieux des comptes de l'État. Les multiples propositions de coupes budgétaires (sur le personnel, les structures) compliquent grandement la tâche du Service de l'enseignement. Ce dernier s'est prêté aux jeux des économies pour atteindre les objectifs politiques. Des députés enseignants sont souvent pris en otages lors des discussions de groupes.

Est-ce qu'au niveau du parlement, les députés des tous les partis défendent l'école?

Passons au Conseil d'État en débutant par le chef du Département de la Formation et de la Sécurité (DFS). M. Freysinger a toléré que l'on coupe dans le gras de l'école. Après les régimes minceurs (les pertes de centaines de postes, les mesures ETS1, les décrets pérennisant d'autres économies, la mise en application partielle des lois du cycle d'orientation et du primaire, les mesures ETS2 à venir), l'école se retrouve malmenée. M. Freysinger a les rôles d'employeur et de gestionnaire RH. Ils sont délégués aux directeurs. Les enseignants, sur le terrain, ne perçoivent pas les résultats de sa défense active de la formation auprès de ses collègues du gouvernement et de la députation.

Est-ce que le Conseil d'État devrait mettre dans ses priorités gouvernementales l'école et y attribuer les budgets nécessaires?

La SPVal a à cœur de contribuer à la qualité de l'école valaisanne centrée sur les élèves et les conditions de travail des enseignants. Le suivi des différents dossiers continue malgré les remous politiques et médiatiques. Sa participation et son implication dans les commissions et les groupes de travail permettent la transmission du vécu au quotidien dans les classes. Elle se veut constructive et participative.

Ci-contre, nous vous proposons une place pour nous faire part de vos priorités, de vos conseils ainsi que de vos messages aux politiciens communaux et cantonaux.

SPVal
Société Pédagogique Valaisanne

+41 (0)27 203 27 15
www.spval.ch

Retournez-nous votre contribution: par SMS, WhatsApp au: 079 286 67 90, par courriel presidence@spval.ch